

INSTITUT D'ETUDES POLITIQUES DE GRENOBLE

1030 rue des universités - 38400 Saint Martin d'Hères

PRESTATIONS DE SERVICES

Mission d'expertise certifiée des risques psycho-sociaux

**ACTE D'ENGAGEMENT VALANT CAHIERS DES CLAUSES
ADMINISTRATIVES ET TECHNIQUES PARTICULIERES**

**Marché à procédure adaptée
(Code de la Commande Publique, art. L. 2123-1 2°)**

Préambule :

Après avoir émis plusieurs alertes sur les conditions de travail dans l'établissement au début de l'année 2023, les élu.es au Comité social d'administration ont suggéré la nécessité d'un recours à une expertise certifiée sur les risques psychosociaux auxquels sont exposés les personnels de l'établissement (séance du CSA du 22 juin 2023). La demande a été renouvelée en séance du CSA du 14 septembre 2023, puis par courrier adressé par l'ensemble des représentant.es du personnel à la direction de l'établissement, le 19 septembre 2023. En réponse, la direction a indiqué « oppose[r] un refus » à cette demande, par courrier en date du 27 septembre 2023.

Cette situation a été à l'origine d'un désaccord sérieux et persistant entre les représentant.es du personnel et la direction de l'établissement, pendant près de six mois. Par conséquent, Sciences-Po Grenoble-UGA a saisi l'inspection santé et sécurité au travail le 15 novembre 2023, conformément à l'article 5-5 du décret 82-453 du 28 mai 1982 modifié dans le cadre d'un désaccord sérieux et persistant entre les représentants du personnel et l'administration portant sur le recours à un expert certifié selon les alinéas 1 et 2 de l'article 66 du décret n°2020-1427 du 20 novembre 2020.

Compte tenu des éléments analysés, l'inspection santé et sécurité au travail a considéré que le recours à un expert certifié était justifié, et préconise dans son rapport la mise en place d'un comité de pilotage pluridisciplinaire et paritaire, mandaté par le CSA et chargé d'élaborer conjointement le cahier des charges, l'approbation du plan d'actions de prévention et le suivi de sa mise en œuvre.

Le présent acte d'engagement valant cahier des clauses administratives et techniques a pour objet de fixer les modalités de réalisation de la prestation d'expertise certifiée des « risques psycho-sociaux » par le titulaire du marché public conclu avec l'IEP de Grenoble.

Article 1 : Identification des parties

1.1 – Identification de l'acheteur

Nom de l'organisme :

INSTITUT D'ETUDES POLITIQUES DE GRENOBLE

1030 rue des universités - 38400 Saint Martin d'Hères

N°SIRET : 193 801 347 00017

Représentée par Monsieur Simon PERSICO, Directeur, habilité par l'article 20 du décret n°89-902 du 18 décembre 1989 relatif aux instituts d'études politiques dotés d'un statut d'établissement public administratif, établissements-composantes ou associés à une université ou à une communauté d'universités et établissements

Ci-dessous désigné comme « l'IEP de Grenoble » ou « l'acheteur »

1.2 – Identification du titulaire

Après avoir pris connaissance des pièces constitutives du marché décrites à l'article 2 du CCAP du marché, et conformément à leurs clauses,

☐ Le signataire

☐ s'engage, sur la base de son offre et pour son propre compte ;

[Indiquer le nom commercial et la dénomination sociale du candidat, les adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l'établissement), son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie et son numéro SIRET.]

☐ engage la société sur la base de son offre ;

[Indiquer le nom commercial et la dénomination sociale du candidat, les adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l'établissement), son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie et son numéro SIRET.]

☐ L'ensemble des membres du groupement s'engagent, sur la base de l'offre du groupement ;

[Indiquer le nom commercial et la dénomination sociale de chaque membre du groupement, les adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l'établissement), son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie et son numéro SIRET.]

à exécuter les prestations demandées aux prix et délais d'exécution indiqués aux articles 2.2 et 2.6 de l'acte d'engagement.

Le délai de validité des offres est fixé à 150 jours, à compte de la date limite de réception des offres.

Article 2 : Dispositions générales

2.1. Objet du marché

Le présent marché a pour objet :

- la réalisation d'une expertise certifiée, tenant compte du contexte de l'établissement, permettant d'évaluer les risques psycho-sociaux au sein de celui-ci
- la restitution des résultats et d'un plan d'actions à la direction, au personnel et à leurs représentants

La nomenclature européenne CPV applicable à la prestation est : 85323000-9 Services médico-sociaux.

L'expertise RPS devra tenir compte, dans sa mise en œuvre et ses conclusions, de plusieurs projets en cours au sein de l'établissement :

- Finalisation du projet de réorganisation des services administratifs
- Enquête QVT pilotée par l'UGA, qui doit aboutir à la construction d'un plan d'action courant 2025
- Définition d'un schéma directeur RH, et réorganisation de la fonction RH au sein de l'établissement
- Travail à construire autour de la mise à jour du DUERP, et plan de continuité d'activités, lié aux situations de blocages
- Une enquête administrative externalisée, en lien avec l'instruction d'un danger grave et imminent

Afin d'apprécier le contexte et la situation dans son entièreté et son actualité, l'expertise concerne l'ensemble du personnel de l'établissement, que ce soient des personnels administratifs, enseignants, enseignant-chercheur et membres de la direction. Les experts pourront également tenir compte des agents partis.

Compte tenu de l'historique de la demande, une attention particulière devra être apportée aux agents présents depuis juin 2020, période correspondant aux différents éléments de contexte rapportés en préambule du présent marché.

2.2 Lieu d'exécution

Le lieu d'exécution des travaux est : INSTITUT D'ETUDES POLITIQUES DE GRENOBLE, 1030 rue des universités - 38400 Saint Martin d'Hères

2.3 Décomposition en tranche et en lots

Le marché comporte une tranche ferme et n'est pas alloti.

2.4 Pièces contractuelles

Les pièces du contrat sont les suivantes par ordre de priorité décroissante :

1. Le présent acte d'engagement valant cahier des clauses administratives et techniques particulières
2. Le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de prestations intellectuelles approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
3. L'offre technique et financière remise par le titulaire

En outre, il est rappelé que le titulaire doit, bien évidemment, se conformer à tous les textes législatifs et réglementaires et autres normes en vigueur qui s'imposent à lui et régissant ses activités et l'objet du contrat.

Le titulaire ne peut se prévaloir dans l'exercice de ses prestations d'une quelconque ignorance, d'une manière générale, de tout texte et de toute réglementation intéressant son activité et celle de tout autre intervenant pour l'exécution de toutes les prestations nécessaires à l'exécution du présent contrat.

Le titulaire devra informer le pouvoir adjudicateur de toute modification ou évolution des normes ou réglementation relatives aux prestations définies dans le présent contrat durant toute la durée du marché.

La signature du présent document entraîne d'office la signature et acceptation de toutes les pièces à valeur contractuelle.

Article 3 : Prix

3.1. Montant de la rémunération

La rémunération du marché est forfaitaire pour l'exécution des prestations décrites par le présent acte d'engagement. Le montant global de la rémunération est fixé à **X** euros HT. Il est précisé dans la décomposition du prix global et forfaitaire contenue dans le devis remis par le titulaire.

Le titulaire ne peut percevoir aucune autre rémunération d'un tiers au titre de la réalisation de l'opération.

3.2. Caractère ferme et définitif du prix

Les prix stipulés au présent marché sont fermes et définitifs. Ils ne feront, par conséquent, l'objet d'aucune révision automatique en cours d'exécution.

Ils sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Article 4 : Modalités de règlement

4.1. Compte bancaire

Les versements interviendront sur le seul compte bancaire du titulaire.

Celui-ci s'engage à communiquer un IBAN-BIC (coordonnées bancaires) du compte devant recevoir les versements concernés. Ces coordonnées bancaires seront transmises, dans les huit jours au maximum suivant la notification du présent contrat.

En cas de modification des coordonnées bancaires, les parties s'accordent sur l'absence de nécessité de conclure entre elles, un « acte modificatif bilatéral » du type « avenant ».

Un courrier écrit et signé de la partie concernée, suffira à acter le changement de compte, et sa prise en compte par la collectivité dans un délai maximum de deux mois, et ce, sous réserve que tous les documents exigés par la Trésorerie aient été transmis par la société concernée par le changement de coordonnées bancaires.

4.2. Avances

Eu égard au montant du montant du marché et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois mais inférieur à douze mois, l'acheteur accorde une avance au titulaire fixé à 10% du montant initial toutes taxes comprises du marché.

4.3. Acomptes

Les prestations qui ont donné lieu à exécution ouvrent droit à des acomptes. Les acomptes n'ont pas le caractère de paiements définitifs.

Chaque acompte fait l'objet d'une demande de paiement établie par le titulaire à laquelle il joint les pièces relatives à la réalisation des prestations, nécessaires à la justification du paiement.

La demande de paiement est datée et mentionne les références du marché ainsi que, selon le cas :

- le montant des prestations réalisées, établi conformément aux stipulations du marché, hors TVA ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- le cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché ;
- le numéro d'engagement du titulaire, des cotraitants et éventuels sous-traitants à renseigner dans le portail public de facturation.

La demande de paiement précise les éléments assujettis à la TVA, en les distinguant selon le taux applicable.

La remise d'une demande de paiement intervient au début de chaque mois pour les prestations effectuées le mois précédent au fur et à mesure de l'avancement des éléments de mission, en application conformément aux articles R. 2191-21 et R. 2191-22 du code de la commande publique, dans la limite de l'échéancier ci-dessous.

4.4. Versement du solde

Il est fait application de l'article 11. 7 du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de prestations intellectuelles approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.

4.5. Facturation

Les demandes de paiement sont présentées après admission des prestations correspondantes par l'acheteur. Les paiements successifs seront réalisés par virement au moyen d'un mandat administratif.

Le délai global maximum de paiement est de trente jours conformément à la réglementation en vigueur. Le délai global de paiement, fixé aux articles R. 2192-12 à R. 2192-15 du Code de la Commande Publique, s'entend à dater de la réception de la facture acceptée sans réserve.

Le défaut de paiement dans les délais prévus selon les dispositions des articles R. 2192-31 à R. 2192-36 du Code de la Commande Publique (CCP) fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement.

Conformément à l'article R. 2192-31 du CCP, le taux des intérêts moratoires mentionnés à l'article L. 2192-13 est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Conformément à l'article D. 2192-35 du CCP, en cas de retard de paiement d'une commande publique, une indemnité forfaitaire de 40 euros pour frais de recouvrement s'ajoute systématiquement aux pénalités de retard dues au créancier. Ce montant forfaitaire s'ajoute aux intérêts moratoires, mais n'est pas inclus dans la base de calcul des pénalités.

Outre les mentions légales, les factures comprennent les indications suivantes :

- ☞ Le nom, numéro de Siret et adresse du créancier ;
- ☞ Le numéro et la date de notification du marché ;
- ☞ Le numéro et la date de facturation ;
- ☞ Le nom du pouvoir adjudicateur et le site concerné ;
- ☞ La date, référence et nature des prestations réalisées ;
- ☞ La période concernée ;
- ☞ Le total HT et TTC de la facture ;
- ☞ Le taux et le montant de la TVA ;
- ☞ Le numéro de TVA intracommunautaire de l'entreprise.

Les éventuelles pénalités, dont le titulaire serait redevable, seront déduites du montant « hors taxes » de la facture.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures sont effectués exclusivement sur le portail internet Chorus Pro du Ministère des Finances : <https://chorus-pro.gouv.fr/>

Pour ce faire, les factures dématérialisées adressées à l'Université Grenoble Montaigne devront comporter les informations suivantes :

- numéro de SIRET 19380134700017 qui identifie Sciences Po Grenoble en tant que destinataire de la facture ;
- le code service suivant : 001 FACTURE AVEC EJ (ENGAGEMENT JURIDIQUE) DES ENTREPRISES PRIVEES.
- Références ou numéro de l'engagement juridique : numéro d'engagement juridique fourni à la notification du marché

Le portail Chorus Pro répond aux enjeux de simplification, de modernisation et d'économie, à savoir la sécurisation des échanges, un gain de temps, l'absence de frais postaux, une traçabilité des envois et des réceptions.

Lorsqu'une facture lui est transmise en dehors de ce portail, la personne publique destinataire ne peut la rejeter qu'après avoir informé l'émetteur par tout moyen de l'obligation mentionnée à l'article L. 2192-1 et l'avoir invité à s'y conformer en utilisant ce portail. La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant pour l'Etat, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Le titulaire est payé directement par l'Institut d'Études Politiques de Grenoble par virement au compte dont le relevé d'identité est joint à l'acte d'engagement.

Article 5 : Présentation et vérification des prestations du titulaire

5.1. Format et support pour la remise des prestations

Les prestations sont remises de façon dématérialisée par tout moyen de transmission permettant d'en attester date certaine.

L'acheteur et le titulaire s'accordent sur les formats informatiques des prestations remises de manière dématérialisée.

À défaut, le titulaire devra fournir ses prestations sous formats génériques lisibles sans nécessiter l'acquisition de logiciels spécifiques, ou en fournissant à l'appui de ses prestations les logiciels de lecture adaptés, sans limitation de droits ni de durée.

5.2. Constatation de l'exécution des prestations

L'acheteur dispose d'un délai de 2 mois à compter de la réception des prestations, pour procéder aux vérifications et notifier sa décision d'admission, d'ajournement, d'admission avec réfaction ou de rejet.

Le titulaire avise l'acheteur de la date à partir de laquelle les prestations pourront être présentées en vue de ces vérifications.

Article 6. Délai d'exécution

6.1. Délai d'exécution

Le délai d'exécution pour la réalisation des prestations est fixé à **X** mois à compter de la notification du marché.

Pour la détermination du point de départ du délai d'exécution, son expiration et sa prolongation, il est fait application de l'article 13 du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de prestations intellectuelles approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.

6.2. Pénalités

Lorsque l'acheteur envisage d'appliquer des pénalités de retard, il invite, par écrit, le titulaire à présenter ses observations dans un délai de 15 jours.

Cette invitation précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les retards concernés ainsi que le délai imparti au titulaire pour présenter ses observations.

À défaut de réponse du titulaire dans ce délai ou si l'acheteur considère que les observations formulées par le titulaire ne permettent pas de démontrer que le retard n'est pas imputable à celui-ci ou à ses sous-traitants, les pénalités pour retard s'appliquent et sont calculées à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Formule de calcul. Cette pénalité est calculée par application de la formule suivante :

$$P = V * R / 3\,000$$

dans laquelle :

P = le montant de la pénalité

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard ou de l'ensemble des prestations, si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable

R = le nombre de jours de retard

Article 7. Prise en compte des exigences de responsabilité sociétale et environnementale

Le prestataire devra intégrer une démarche de responsabilité sociétale et environnementale (RSE) dans l'exécution des prestations prévues dans le présent marché.

Le titulaire privilégie, en particulier, pour ses déplacements vers le lieu d'exécution du présent marché, les déplacements à pied, avec des véhicules à propulsion humaine ou en transports en commun, étant précisé que le lieu d'exécution du marché, situé 1030 rue des universités - 38400 Saint Martin d'Hères, est accessible en transports en commun (lignes B et C du tramways ; lignes de bus C5, C8, C10, 23,69,88).

Si l'utilisation de véhicules individuels est indispensable, le parc servant à l'exécution des prestations comprend de préférence des véhicules fonctionnant à l'énergie électrique, au gaz de pétrole liquéfié (GPL), au gaz naturel pour véhicules (GNV), à l'hydrogène ou encore des véhicules hybrides (mixtes électriques et essence) conformes aux normes en vigueur.

Article 8. Connaissances antérieures/ droits de propriété intellectuelle

8.1. Utilisation des connaissances antérieures

Les connaissances antérieures sont définies à l'article 32.2 du CCAG PI. Leur régime d'utilisation correspond à une concession à titre non exclusif par le titulaire à l'acheteur, dans les conditions fixées par l'article 33 du CCAG-PI.

Toute modification, adaptation ou traduction projetée sur les connaissances antérieures concédées fait l'objet d'un accord préalable du titulaire et le cas échéant, d'une convention spécifique.

8.2. Utilisation des résultats

Les résultats sont définis à l'article 32.2 du CCAG PI. Le régime des droits d'utilisation correspond à une concession à titre non exclusif par le titulaire à l'acheteur, dans les conditions fixées par l'article 35 du CCAG-PI.

Article 9. Protection des données à caractère personnel

9.1. Préambule

Dans le cadre du présent marché conclu entre l'IEP de Grenoble et le titulaire, le titulaire a la qualité de sous-traitant au sens de l'article 28 du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 (ci-après « RGPD »). L'IEP de Grenoble a la qualité de responsable de traitement.

À ce titre, le titulaire est informé que le respect de la réglementation en matière de protection des données à caractère personnel est un élément fondamental pour le Responsable du traitement.

Le titulaire déclare présenter les garanties suffisantes quant à la mise en œuvre, des mesures techniques et organisationnelles appropriées, de manière que le traitement réponde aux exigences du RGPD.

Le Prestataire s'engage à respecter, sans réserve, l'ensemble des obligations prévues dans la présente clause afin de se conformer aux dispositions de l'article 28 de la réglementation applicable en France et dans l'Union européenne dans le domaine de la protection des données à caractère personnel.

9.2. Définitions

Les termes ci-dessous ont entre les Parties la signification suivante :

- « **Destinataire** » : désigne la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou tout autre organisme qui reçoit communication de données à caractère personnel, qu'il s'agisse ou non d'un tiers ;
- « **Données à caractère personnel** » : désigne toute information se rapportant à une personne physique identifiée ou identifiable, directement ou indirectement, notamment par référence à un

identifiant, tel qu'un nom, un numéro d'identification, des données de localisation, un identifiant en ligne, ou à un ou plusieurs éléments spécifiques propres à son identité physique, physiologique, génétique, psychique, économique, culturelle ou sociale ;

- « **Finalité** » : désigne les objectifs principaux assignés au traitement et aux fonctions substantielles mises en œuvre ;
- « **Personne concernée** » : désigne les personnes physiques identifiables ou identifiées dont les données à caractère personnel sont collectées et intégrées dans le traitement de données à caractère personnel ;
- « **traitement de données à caractère personnel** » : désigne toute opération ou ensemble d'opérations portant sur des données à caractère personnel, quel que soit le procédé utilisé telles que la collecte, l'enregistrement, l'organisation, la conservation, l'adaptation ou la modification, l'extraction, la consultation, l'utilisation, la communication par transmission, diffusion ou toute autre forme de mise à disposition, le rapprochement ou l'interconnexion, ainsi que le verrouillage, l'effacement ou la destruction ;
- « **Violation de données à caractère personnel** » : désigne une violation de la sécurité, entraînant, de manière accidentelle ou illicite, la destruction, la perte, l'altération, la divulgation non autorisée de données à caractère personnel transmises, conservées ou traitées d'une autre manière, ou l'accès non autorisé à de telles données.

9.3. Identification du traitement

Les éléments d'identification du traitement couverts par le présent marché figurent sur la fiche de traitement renseigné par l'IEP de Grenoble.

9.4. Déclaration du prestataire

Le prestataire est informé que le respect de la réglementation en matière de protection des données à caractère personnel est un élément fondamental pour l'IEP de Grenoble.

À ce titre, le prestataire déclare :

- présenter toutes les garanties suffisantes quant à la mise en œuvre des mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du RGPD et garantisse la protection des droits de la personne concernée ;
- disposer d'une politique de confidentialité conforme au RGPD.

9.5. Sous-traitance ultérieure

Le prestataire n'est autorisé à ne recruter d'autres sous-traitants dans le cadre du traitement mis en œuvre pour le compte de l'IEPG qu'avec l'accord écrit et préalable de ce dernier. En cas d'accord, le prestataire s'engage à :

- recruter un sous-traitant présentant des garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière que le traitement réponde aux exigences du RGPD et du présent avenant ;
- signer avec l'autre sous-traitant un contrat faisant référence au présent contrat et au présent avenant, et imposant à son sous-traitant les mêmes obligations en matière de protection des données à caractère personnel que celles fixées dans le présent avenant ;
- informer l'IEP de Grenoble de tout changement prévu concernant l'ajout ou le remplacement des autres sous-traitants, donnant ainsi à l'IEP de Grenoble la possibilité d'émettre des objections et des réserves. Le prestataire demeure pleinement responsable vis-à-vis de l'IEP de Grenoble et des tiers des actes de son propre sous-traitant. Il appartient donc au prestataire de prendre les mesures nécessaires afin de garantir le respect par son sous-traitant des dispositions du RGPD, l'IEP de Grenoble n'ayant aucun contrôle sur les sous-traitants du prestataire.

9.6. Droits et obligations de l'IEP de Grenoble

L'IEP de Grenoble s'engage à :

- fournir au prestataire toutes les informations et instructions documentées nécessaires à la bonne exécution du traitement ;
- indiquer au prestataire toute évolution des traitements ;

- fournir au prestataire les coordonnées de son interlocuteur ou, le cas échéant, de son délégué à la protection des données ;
- notifier les violations de données auprès de l'autorité compétente ;
- respecter ses obligations en matière de protection des données. L'IEP de Grenoble dispose du droit de :
 - o demander au prestataire, à première demande, la communication de tout élément, pièce ou documentation permettant de garantir qu'il respecte les exigences du RGPD et du présent marché ;
 - o formuler des objections et des réserves sur l'autre sous-traitant recruté par le prestataire ;
 - o réaliser des audits ou des inspections auprès du prestataire afin de s'assurer du respect par ce dernier des exigences du RGPD et du marché ;
 - o demander l'assistance du prestataire sur la mise en œuvre d'une étude d'impact et la mise en œuvre de l'exercice des droits des personnes concernées, sur la coopération avec la CNIL, sur la mise en œuvre des moyens de sécurité du traitement ou encore sur la mise en œuvre des notifications de violations de données auprès de la CNIL ou des personnes concernées.

9.7. Instructions de l'IEP de Grenoble

Le prestataire s'engage à ne traiter les données à caractère personnel dans le cadre du contrat que dans le respect des instructions documentées, communiquées par l'IEP de Grenoble au fur et à mesure de l'exécution de la prestation.

Les instructions documentées sont communiquées au prestataire par écrit, sous toute forme choisie par l'IEP de Grenoble telle que par document, courrier électronique ou compte rendu de réunion, sans que cette liste ne soit exhaustive. Le prestataire informe immédiatement l'IEP de Grenoble si, selon lui, une instruction de l'IEP de Grenoble constitue une violation du présent règlement ou d'autres dispositions du droit de l'Union ou du droit des États membres relatives à la protection des données. Cette information doit être adressée par écrit et dans un temps compatible avec sa prise en compte par l'IEP de Grenoble.

9.8. Flux transfrontaliers

Aucun transfert de données à caractère personnel ne peut intervenir en dehors de l'Union européenne sans l'accord préalable, exprès et spécial de l'IEP de Grenoble. En cas d'accord de l'IEP de Grenoble, le prestataire s'engage à respecter l'ensemble des obligations en matière de transfert de données à caractère personnel vers un pays tiers et notamment à conclure un acte juridique contraignant avec le destinataire des données comme des clauses contractuelles types ou des BCR et d'en justifier auprès de l'IEP de Grenoble.

9.9. Confidentialité renforcée

Le prestataire s'engage à faire signer par toutes les personnes susceptibles d'accéder aux données à caractère personnel de l'IEP de Grenoble un engagement individuel de confidentialité. Le prestataire doit être en mesure de confirmer le respect de cette obligation auprès de l'IEP de Grenoble, à première demande, en communiquant la liste des personnes susceptibles d'accéder aux données à caractère personnel, accompagnée des engagements de confidentialité signés par lesdites personnes.

Le prestataire s'engage à former les personnes susceptibles d'accéder aux données à caractère personnel de l'IEP de Grenoble sur les mesures de sécurité à mettre en œuvre. Le plan de formation annuel est communiqué à l'IEP de Grenoble.

Le prestataire s'engage à ce que ses éventuels sous-traitants ultérieurs soient également tenus par ces obligations spécifiques et soient en mesure d'en justifier auprès de l'acheteur à première demande.

9.10. Mesures de sécurité

Le prestataire est tenu de mettre en œuvre les mesures organisationnelles et techniques de nature à lutter contre la destruction, la perte, l'altération, la divulgation non autorisée de données à caractère personnel transmises, conservées ou traitées d'une autre manière, ou de l'accès non autorisé à de telles données, de manière accidentelle ou illicite.

9.11. Violation de données

Il appartient à l'IEP de Grenoble et à lui seul, de notifier les éventuelles violations de sécurité à la CNIL. Le prestataire s'engage à notifier à l'IEP de Grenoble dans les meilleurs délais et, si possible au plus tard 48 heures après en avoir pris connaissance, toute violation de donnée à caractère personnel qu'il aurait subi.

En cas de retard dans la communication de la violation, le prestataire doit accompagner sa notification des motifs expliquant ce retard. La violation de données est communiquée aux interlocuteurs désignés par l'IEP de Grenoble ou, à défaut, au délégué à la protection des données désigné par à l'IEP de Grenoble.

La notification doit, au minimum, préciser :

- la nature de la violation des données, y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernées ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données du prestataire ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- les conséquences probables de la violation de données ;
- les mesures déjà prises ou celles qui sont proposées pour y remédier.

Si le prestataire est dans l'incapacité de fournir l'ensemble de ces informations au même moment, cela ne l'exonère pas de son obligation de notifier à l'IEP de Grenoble la violation des données accompagnée de l'ensemble des informations à sa disposition, le reste devant être communiqué dès prise de connaissance.

En cas de violation de données, le prestataire prend, dès que possible, toutes les mesures nécessaires pour remédier et diminuer l'impact de la violation et informe l'IEP de Grenoble des mesures prises et des résultats attendus et constatés. Le prestataire s'engage à collaborer activement avec l'acheteur pour qu'il soit en mesure de répondre à ses obligations réglementaires et contractuelles et notamment pour répondre aux interrogations de la CNIL.

9.12. Aide et assistance de l'IEP de Grenoble

AIDE ET ASSISTANCE CONCERNANT LE DROIT DES PERSONNES

Le prestataire s'engage à aider et assister l'IEP de Grenoble par l'intermédiaire de mesures techniques et organisationnelles appropriées et en tenant compte de la nature du traitement à s'acquitter de l'obligation de donner suite aux demandes dont les personnes concernées le saisissent en vue d'exercer leurs droits.

AIDE ET ASSISTANCE CONCERNANT LA SÉCURITÉ DU TRAITEMENT

Le prestataire est tenu d'aider et d'assister l'IEP de Grenoble dans le cadre de la mise en œuvre des mesures techniques et organisationnelles appropriées de nature à satisfaire aux obligations de protection et de sécurisation des traitements. Afin d'apporter une aide appropriée à l'IEP de Grenoble, le prestataire doit s'appuyer sur l'état des connaissances, des coûts de mise en œuvre et de la nature, de la portée, du contexte et des finalités du traitement ainsi que des risques pour les personnes concernées.

L'IEP de Grenoble reste le seul responsable de la mise en œuvre des propositions formulées par le prestataire. Le prestataire informe sans délai l'IEP de Grenoble en cas d'identification d'une vulnérabilité technique ou d'une défaillance organisationnelle.

AIDE ET ASSISTANCE CONCERNANT LA NOTIFICATION DE VIOLATIONS DE DONNÉES

Le prestataire s'engage à assister et aider l'IEP de Grenoble en cas de violation de données afin que l'IEP de Grenoble soit en capacité de communiquer l'ensemble des informations demandées par le RGPD dans le délai imparti, qu'il s'agisse de la notification à la CNIL ou aux personnes concernées.

Pour ce faire, le prestataire s'engage à fournir l'ensemble des informations qu'il dispose et toutes les informations demandées par le RGPD concernant le traitement et la violation de données.

En outre, le prestataire s'engage à apporter toute aide ou assistance technique dont pourrait bénéficier l'IEP de Grenoble afin de limiter les effets de la violation de données ou d'interrompre ladite violation.

AIDE ET ASSISTANCE CONCERNANT L'ANALYSE D'IMPACT

Le prestataire informe l'IEP de Grenoble dès lors qu'il a connaissance d'un type de traitement qui, compte tenu de sa nature, du contexte et des finalités, est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés des personnes physiques. Le prestataire s'engage à aider et assister l'IEP de Grenoble dans la mise en œuvre de l'analyse d'impact en fournissant, à première demande, l'ensemble des informations dont l'IEP de Grenoble a besoin pour réaliser cette analyse d'impact. Le prestataire s'engage à aider et assister l'IEP de Grenoble lorsque ce dernier décide de consulter la CNIL à la suite d'une analyse d'impact ayant indiqué que le traitement présenterait un risque élevé si le traitement ne fait pas l'objet d'une modification.

Le prestataire s'engage à fournir toutes les informations qu'il dispose ainsi qu'une aide et assistance technique afin de proposer des mesures d'atténuation des risques pour les droits et libertés des personnes physiques.

9.13. Contrôle de la CNIL

L'IEP de Grenoble et le prestataire sont tenus de coopérer avec la CNIL, à la demande de celle-ci.

Dans le cas où le contrôle mené auprès du prestataire concernerait les traitements mis en œuvre au nom et pour le compte de l'IEP de Grenoble, le prestataire s'engage à en informer immédiatement l'IEP de Grenoble et à ne prendre aucun engagement pour elle. En cas de contrôle de la CNIL auprès de l'IEP de Grenoble portant notamment sur les prestations délivrées par le prestataire, ce dernier s'engage à coopérer avec l'IEP de Grenoble et à lui fournir toute information dont la CNIL pourrait avoir besoin.

Dans le cas où le contrôle mené ne concernerait que les traitements mis en œuvre par le prestataire en tant que responsable du traitement, ce dernier fait son affaire du contrôle et s'interdit de communiquer ou de faire état des données à caractère personnel de l'IEP de Grenoble

Dans tous les cas, si le prestataire fait l'objet d'une mise en demeure, d'un avertissement ou d'une condamnation de la CNIL, même dispensée de publication, ce dernier est tenu d'en informer l'IEP de Grenoble sans délai et au plus tard dans les 48h de la décision.

9.14. Sort des données à l'issue du contrat

A l'issue du contrat, le Responsable de traitement pourra solliciter du Prestataire qui s'y s'engage, la réalisation des démarches suivantes :

Suppression

À l'expiration du contrat et au plus tard le dernier jour du contrat, le prestataire a pour obligation de supprimer toutes les données à caractère personnel et toutes copies existantes.

Il ne saurait y avoir de rétention de la part du prestataire pour quelque raison que ce soit. Concomitamment à la destruction des données et des copies, le prestataire adresse à l'IEP de Grenoble une attestation de destruction de toutes les copies existantes des données de l'IEP de Grenoble

Restitution au responsable du traitement et attestation de suppression

À l'expiration du contrat et au plus tard le dernier jour du contrat, le prestataire a pour obligation de restituer l'ensemble de ses données à l'IEP de Grenoble, Il ne saurait y avoir de rétention de la part du prestataire pour quelque raison que ce soit.

Concomitamment à la restitution des données, le prestataire adresse à une attestation de destruction de toutes les copies existantes des données.

Transfert de données vers un nouveau prestataire

À l'expiration du contrat et au plus tard le dernier jour du contrat, le prestataire s'engage à transférer toutes les données traitées dans le cadre du contrat vers le nouveau prestataire désigné par l'IEP de Grenoble.

Les parties définissent les conditions de réversibilité dans le cadre du plan annexé au présent avenant.

9.15. Registre des opérations de traitement

Au regard de la qualité des données sous-traitées, le prestataire se doit de tenir un « registre des opérations de traitement » et le maintenir à jour. Pour ce faire, l'IEP de Grenoble communique au prestataire les éléments et informations qui lui seront demandés par le prestataire pour la bonne tenue de son registre.

Le prestataire est tenu de justifier de l'existence de son registre à première demande de l'IEP de Grenoble ou dans le cadre d'un audit. Le registre est tenu à la disposition de la Cnil.

9.16. Audit

L'IEP de Grenoble se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées en procédant à un audit de sécurité auprès du prestataire ou directement auprès d'un de ses sous-traitants. Le prestataire s'engage à répondre aux demandes d'audit de l'IEP de Grenoble ou d'un tiers de confiance que l'IEP de Grenoble aura sélectionné, reconnu en tant qu'auditeur indépendant, ayant une qualification adéquate, et libre de fournir les détails de ses remarques et conclusion d'audit à l'IEP de Grenoble.

Les audits doivent permettre une analyse du respect par le prestataire de ses obligations au titre des présentes, ainsi qu'au titre de la réglementation applicable en matière de la protection des données à caractère personnel. L'IEP de Grenoble doit aviser le prestataire par écrit de son intention de faire procéder à un audit moyennant le respect d'un préavis minimum de trente (30) jours. L'IEP de Grenoble ne peut réaliser un audit qu'une fois par an. L'IEP de Grenoble communique de la manière la plus précise et exhaustive possible le périmètre envisagé, la liste des opérations de contrôle et des outils de mesure qu'il envisage utiliser.

Le déploiement d'un outil est fait sous l'entière responsabilité de l'IEP de Grenoble. Le prestataire a le droit de faire analyser l'outil. Si un risque est identifié pour le système d'information et les données du prestataire, ce dernier est en droit de refuser l'utilisation d'un tel outil. L'IEP de Grenoble communique, le cas échéant, le nom de l'auditeur. Le prestataire a le droit de refuser l'auditeur pour un motif légitime. En cas de désaccord après une troisième proposition, le choix de l'auditeur est fixé par le tribunal compétent. L'IEP de Grenoble est responsable des dommages causés par l'auditeur.

Le prestataire peut refuser l'accès aux zones confidentielles, sécurisées et mutualisées et effectue, dans ce cas, l'audit et en communique les résultats à l'IEP de Grenoble.

Les résultats de l'audit sont formalisés dans un rapport qui doit être adressé au prestataire pour qu'il puisse y insérer ses observations et réserves. Le rapport final doit nécessairement comprendre les observations du prestataire.

Si un désaccord survient concernant des écarts de conformité, l'IEP de Grenoble est en droit de demander une mise en conformité. Toutefois, l'IEP de Grenoble ne saurait invoquer la non-réalisation de la mise en conformité pour suspendre ses engagements. La procédure d'audit se termine par la remise par l'IEP de Grenoble d'une lettre clôturant l'audit même en cas d'audit favorable pour le prestataire.

8.17. Responsabilité

Aux termes de l'article 82 du RGPD, le prestataire est tenu pour responsable du dommage causé par le traitement dès lors :

- qu'il n'a pas respecté les obligations prévues dans le RGPD qui incombent spécifiquement aux sous-traitants ou ;
- qu'il a agi en-dehors des instructions licites de L'IEP de Grenoble ou ;
- - qu'il a agi contrairement aux instructions licites de l'IEP de Grenoble
- à ce titre, le prestataire est tenu à une obligation de résultat sur :
 - o le respect de l'annexe « mesures de sécurité » ;

- l'aide et l'assistance qu'il doit à l'IEP de Grenoble;
- sa réaction en cas de violation de sécurité ;
- ses obligations au titre du droit d'audit de l'IEP de Grenoble ;
- l'assistance due à l'IEP de Grenoble en cas de contrôle de la part de la CNIL.

9.18. Réparation du préjudice

Lorsque l'une des parties est individuellement responsable d'un dommage du fait du traitement, il est individuellement tenu responsable de ce dommage dans sa totalité afin de garantir aux personnes concernées une réparation effective.

Lorsque les parties sont conjointement responsables d'un dommage causé par le traitement, les parties sont également conjointement responsables du dommage dans sa totalité afin de garantir à la personne concernée une réparation effective.

Aucune limitation de responsabilité ni aucun plafond de réparation ne sont applicables au titre de la réparation du préjudice des personnes concernées. En cas de condamnation de l'IEP de Grenoble à une amende administrative ou à toute autre décision lui créant préjudice, le prestataire s'engage à la dédommager à hauteur des condamnations ou préjudices exposés.

9.19. Révision

Toute évolution de la jurisprudence, décision de la CNIL ou toute nouvelle réglementation en matière de protection des données à caractère personnel, qui modifieraient l'une des dispositions du présent marché implique nécessairement sa révision.

La révision doit emporter l'accord des deux parties. En cas de désaccord sur la révision du marché qui exposerait l'IEP de Grenoble à un risque technique, économique ou juridique, le contrat peut être résilié sans indemnité ni pénalité par lettre RAR sous réserve de respecter un délai maximum de six (6) mois à compter de l'envoi de la demande de résiliation.

9.20. Délégué à la protection des données

Si l'IEP de Grenoble et le prestataire désignent un délégué à la protection des données, les deux délégués se voient communiquer pour information le présent contrat. Par ailleurs les délégués à la protection des données se réunissent au moins une fois par an pour évoquer les améliorations pouvant être apportées au présent contrat.

Article 10. Assurances

Le titulaire est tenu, pendant toute la période couverte par la présente convention, de souscrire, auprès d'une ou plusieurs compagnies d'assurance notoirement solvables, les polices d'assurance couvrant l'ensemble de ses responsabilités et des risques inhérents aux activités résultant de ses engagements contractuels.

Cette police doit garantir les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile générale que le titulaire est susceptible d'encourir vis-à-vis des tiers et de l'acheteur, à la suite de tous dommages corporels, matériels ou immatériels (que ces derniers soient consécutifs ou non à des dommages corporels et/ou matériels) survenant pendant ou après la réception des travaux.

Pour la responsabilité civile professionnelle, les montants de garantie du contrat d'assurance souscrit seront au minimum les suivants, adaptés aux limites du marché de l'assurance des activités concernées par le présent marché :

- € par sinistre dont :
 - o pour les dommages corporels : € par sinistre et€ par année d'assurance
 - o pour les dommages matériels et immatériels : € par sinistre et € par année d'assurance dont € par sinistre et € par année d'assurance pour les dommages immatériels non consécutifs

Les attestations d'assurance du titulaire sont jointes au marché. Le cas échéant, une attestation d'assurance professionnelle est fournie chaque année, jusqu'à celle au cours de laquelle la mission est achevée.

Article 11. Différends et résiliation

11.1. Formalisme des réclamations

Tout différend entre le titulaire et l'acheteur fait l'objet, de la part du titulaire d'un mémoire en réclamation exposant les motifs de son désaccord et indiquant, le cas échéant, le montant des sommes réclamées. Ce mémoire doit être communiqué à l'acheteur au plus tard à la remise de la demande de paiement du solde.

Le rejet exprès ou tacite de la réclamation transmise préalablement à la remise de la demande de paiement du solde ne s'oppose pas à ce que le titulaire réitère sa demande lors de la production de ce projet.

11.2. Règlement amiable des différends

En cas de différend persistant après le processus de réclamation, l'acheteur et le titulaire privilégient, préalablement à la saisine du tribunal administratif compétent, le recours à un comité consultatif de règlement à l'amiable, à la conciliation, à la médiation, notamment auprès du médiateur des entreprises, dans les conditions prévues par le code de la commande publique.

L'acheteur et le titulaire peuvent recourir à la transaction afin de régler à l'amiable leur litige.

11.3. Manquements aux obligations du marché par le titulaire

Dans le cas où le titulaire ne se conforme pas aux stipulations du marché, l'acheteur le met en demeure de s'y conformer dans un délai qui ne saurait être inférieur à 15 jours.

L'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire.

11.4. Résiliation du marché

Les modalités de résiliation du marché sont celles prévues aux articles 36 à 42 du CCAG-PI.

11.5. Tribunal compétent en cas de litige

En cas de litige et d'échec des tentatives de règlement amiable, conformément à l'article R. 312-11 du code de justice administrative, les parties conviennent de saisir le tribunal administratif de Grenoble par la voie postable (*Tribunal administratif de Grenoble, 2 Place de Verdun, Boîte Postale 1135, 38022 Grenoble Cedex*), ou par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

SIGNATURE DU TITULAIRE

La personne physique suivante est habilitée à engager contractuellement le titulaire :

Nom/Prénom :

Société :

Titre/Fonction :

Date :

Signature :

SIGNATURE DU POUVOIR ADJUDICATEUR

Le pouvoir adjudicateur décide de faire exécuter les prestations objet du contrat par le prestataire représenté par le signataire du présent document.

Le

Simon PERSICO

Directeur de l'IEP de Grenoble

NOTIFICATION DU CONTRAT

Date de notification du présent contrat par voie de courriel ou dématérialisée :

.....

